



Pour une reprise équitable après la pandémie

Les économistes utilisent souvent des lettres de l'alphabet pour décrire la forme que pourrait prendre la courbe de la reprise économique après une récession. On évoque souvent la reprise en forme de V, où tout rebondit très rapidement, mais en réalité, elle est rarement observée. Une reprise en L décrit une forte baisse suivie d'une longue période d'attente avant qu'une reprise se manifeste. Pour décrire la situation économique actuelle, les commentateurs utilisent fréquemment la lettre K. En fait, ils font référence au haut et au bas du K : les choses s'améliorent très rapidement pour les gens représentés par la portion supérieure du K, tandis que la reprise tarde pour ceux qui se retrouvent dans la partie inférieure.

Les répercussions d'une récession sur les travailleurs varient en fonction de facteurs comme le secteur économique, le lieu géographique et l'âge. La COVID-19 a amplifié cette

réalité pour deux raisons. La force de ses répercussions sur l'emploi a été beaucoup plus grande que lors des récentes récessions, et les conséquences sur les travailleurs varient fortement en fonction de quelques caractéristiques.

Les travailleurs sont essentiellement répartis en trois catégories : ceux qui peuvent travailler à domicile, ceux dont le travail essentiel doit être effectué en personne et ceux qui ont perdu leur emploi parce que leur employeur a réduit ses opérations ou carrément fermé. En avril, lorsque les répercussions sur le marché du travail ont atteint leur sommet, environ cinq millions de personnes ont travaillé de la maison, sept millions ont continué à travailler en personne et 5,5 millions de travailleurs ont perdu leur emploi ou vu leurs heures de travail considérablement réduites.

Les pertes d'emplois initiales et l'ampleur de la reprise de l'emploi varient considérablement selon le

secteur. Ceux qui ont pu travailler à domicile sont concentrés dans quelques secteurs offrant des salaires plus élevés, comme la finance, les assurances et les services professionnels et techniques. Ceux qui ont perdu leur emploi ou des heures de travail étaient plus susceptibles d'être des travailleurs précaires dans les secteurs de services, comme l'hôtellerie et la restauration, les loisirs et la vente au détail. Même au sein d'un secteur donné, les travailleurs à statut précaire sont plus susceptibles d'avoir perdu leur emploi.

Lorsqu'ils parlent de la forme que peut prendre la reprise, les économistes visualisent généralement des graphiques qui tracent l'évolution de quelques grands indicateurs, comme le produit intérieur brut (PIB), les cours boursiers et les taux d'emploi. Parfois, ces indicateurs suivent une trajectoire de reprise similaire, mais cela dépend de ce qui a causé la récession et de la façon dont les gouvernements réagissent à la crise.

Avec la COVID-19, le marché boursier s'est redressé plus rapidement que tout autre indicateur, en grande partie grâce aux banques centrales qui ont abaissé les taux d'intérêt et aux gouvernements nationaux qui ont annoncé de nombreuses mesures de soutien de l'emprunt et du revenu pour stabiliser certains pans de l'économie.

L'épargne a augmenté, car les ménages à revenu élevé ont dépensé moins d'argent dans les restaurants, les voyages et les loisirs. Le marché de l'habitation a surpris en continuant de croître dans la plupart des villes canadiennes, probablement en raison des faibles taux hypothécaires et des familles qui ont décidé d'investir leurs nouvelles économies disponibles dans l'immobilier. Parallèlement, un nombre

Suite à la page 2

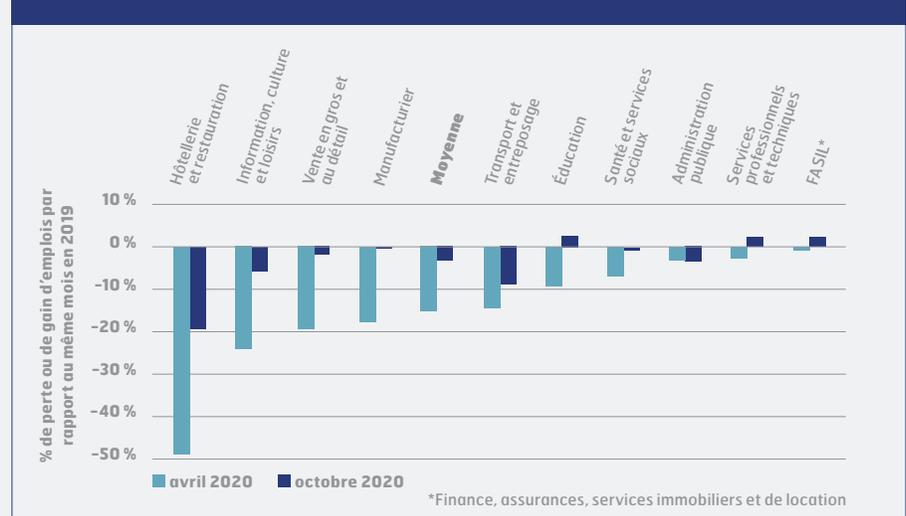


Suite de la page 1

croissant de locataires qui n'ont pas été en mesure de s'acquitter de leur loyer sont menacés d'expulsion.

Peu importe la lettre qu'on choisit pour décrire la reprise, la crise économique n'a pas eu un impact égal pour tous. La forme de la reprise à partir de maintenant dépendra de la capacité des gouvernements à limiter la propagation de la COVID-19 et à maintenir le soutien aux personnes les plus touchées par la perte d'emploi et la maladie. Les gouvernements doivent continuer à faire les investissements nécessaires pour notre santé et notre économie tout au long de la reprise.

COVID-19 : les pertes d'emplois et la reprise varient selon les secteurs



Source : Tableau 14-10-0355-01 de Statistique Canada

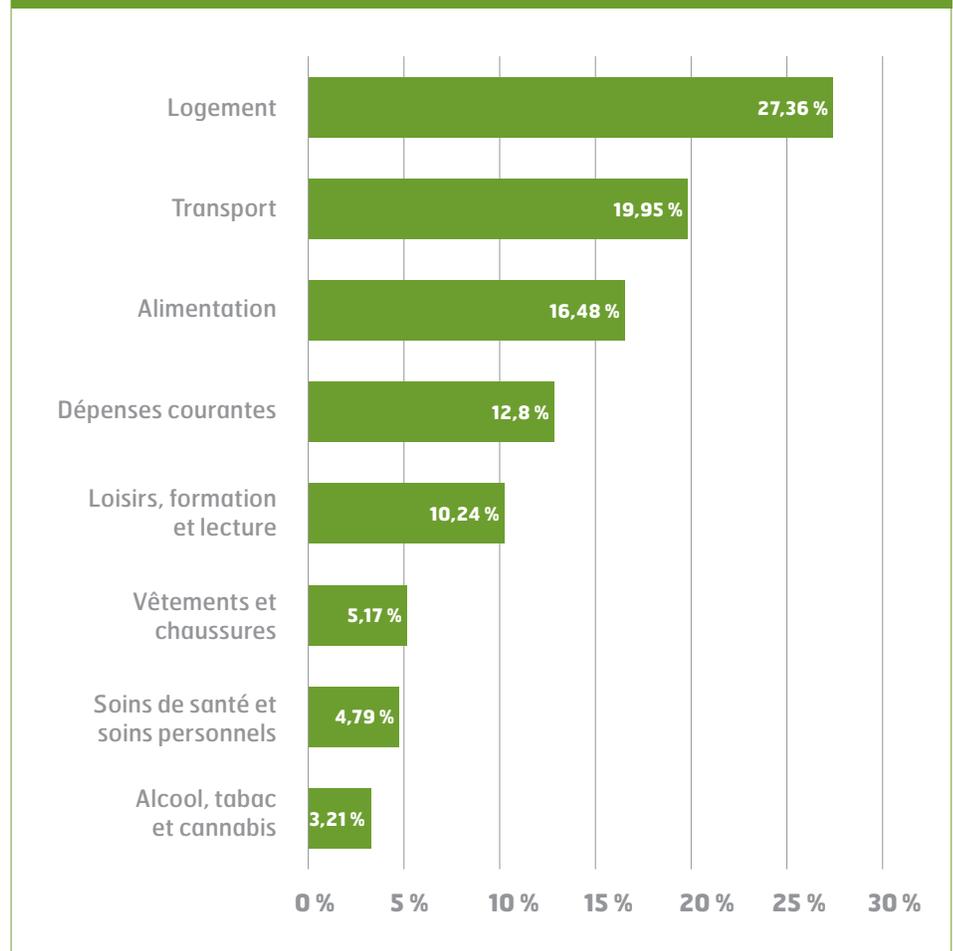
Pourquoi l'inflation demeure-t-elle faible alors que les prix augmentent?

L'indice des prix à la consommation (IPC) est important pour les travailleurs parce qu'il sert souvent à calculer les augmentations salariales accordées dans les conventions collectives, l'indexation des pensions et la majoration des mesures de soutien du revenu comme la Prestation canadienne pour enfants (PCE) ou le Supplément de revenu garanti (SRG).

L'IPC n'est pas un indice du coût de la vie, mais il est souvent utilisé pour en faire une approximation. Un indice du coût de la vie nous donnerait l'évolution du coût permettant d'atteindre un certain niveau de vie précis. L'IPC, lui, mesure l'évolution du prix du panier moyen de biens et de services que les Canadiens achètent. Cette différence peut sembler sans importance, mais c'est l'une des raisons pour lesquelles l'IPC ne reflète pas l'augmentation réelle des coûts de certains items dans nos budgets personnels.

Le panier de l'IPC comprend près de 200 catégories d'articles que les gens consomment. Pour estimer le montant moyen que les familles dépensent dans chaque catégorie, on se fie aux données de l'Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada. L'indice fait le suivi de huit grands secteurs de dépenses et chacun de ces secteurs se voit attribuer une pondération basée sur sa proportion des dépenses moyennes des familles.

Panier de l'IPC : dépenses de la famille moyenne en 2017



Source : Tableau 18-10-0007-01 de Statistique Canada

L'IPC nous donne l'importance relative des augmentations de prix sur des articles spécifiques pour le Canadien moyen, mais il peut ne pas refléter la situation d'un individu donné. Les familles à faible revenu consacreront en effet une part beaucoup plus grande de leur revenu aux nécessités de base (logement, alimentation, transport), de sorte que les variations de prix de ces items ont un impact plus important sur leur coût de la vie global. À différents stades de la vie, les familles peuvent consacrer une plus grande part de leur budget à la garde d'enfants, aux frais de scolarité ou aux loisirs, ce qui rend les modifications de ces prix plus importantes, relativement parlant. Les familles qui ont des besoins spécifiques en matière de soins de santé doivent peut-être y consacrer une part substantielle de leur budget, laissant peu de marge de manœuvre pour faire face aux augmentations de prix dans une autre catégorie.

En se penchant sur l'évolution des différents composants de l'IPC au fil du temps, on comprend pourquoi la faible inflation rapportée est

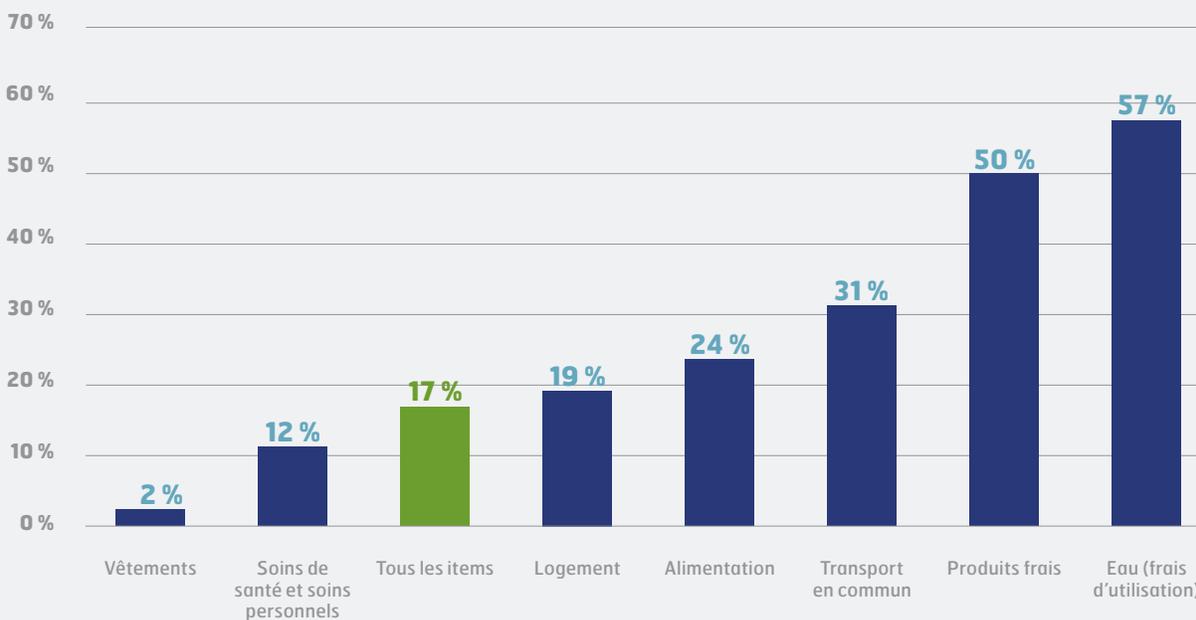
insensée pour certains d'entre nous. Au cours des dix dernières années, le coût du logement, de la nourriture et du transport en commun a augmenté plus rapidement que l'indice global des prix. Les frais d'utilisation pour les services d'aqueduc continuent d'augmenter régulièrement (une petite composante du budget moyen des familles, mais une tendance importante pour les personnes à revenu fixe).

L'IPC ne mesure pas seulement les prix; il essaie également de mesurer la valeur. Si le prix d'un article a augmenté en partie à cause de nouvelles caractéristiques qui augmentent sa valeur pour un consommateur, Statistique Canada procède à un ajustement pour en tenir compte. L'ajout de nouvelles caractéristiques est courant pour les véhicules neufs et le matériel électronique, ce qui rend plus difficile l'accès à des options moins coûteuses dépourvues des derniers gadgets à la mode. Si le prix d'un article reste le même, mais que sa qualité a diminué au fil du temps, un ajustement sera aussi effectué

pour en tenir compte. Ce type de diminution de la qualité est difficile à mesurer et n'est généralement détecté que lorsque la taille d'un article est réduite, par exemple si les fabricants de jus réduisent leurs contenants d'un litre à 900 ml sans en diminuer le prix.

Il peut également s'écouler un certain temps avant que les changements dans les modèles de consommation ne soient intégrés au panier de l'IPC, car celui-ci n'est mis à jour qu'une fois tous les deux ans. Les articles actuels du panier et leur pondération ont été publiés en 2019, en se basant sur des données de 2017. À titre d'exemple quant à la manière dont les éléments contenus dans le panier changent au fil du temps, cette édition du panier a commencé à inclure les prix des services de covoiturage et du cannabis et a cessé d'inclure le coût de la location de DVD. Les changements dans les habitudes de dépenses des familles en raison de la COVID-19 compliqueront l'estimation de l'IPC dans un proche avenir, le temps de départager les changements temporaires de ceux qui perdureront.

Changements au sein de l'IPC (septembre 2010 à septembre 2020)



Source : Tableau 18-10-0004-01 de Statistique Canada

COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

Éviter le piège des liquidités

Tout au long de la pandémie de COVID-19, les banques centrales ont inondé l'économie mondiale de liquidités afin d'assurer le fonctionnement du système financier. D'ailleurs, des experts estiment que le monde est tombé dans le « piège des liquidités », caractérisé par des taux d'intérêt et une croissance économique faibles, qui rend la politique monétaire inefficace. Lorsque le piège des liquidités se pose, les épargnants préfèrent conserver leur épargne en argent plutôt que d'investir ou de dépenser dans les biens et services. Ils agissent ainsi parce qu'ils craignent un événement économique négatif. Un moyen éprouvé de sortir du piège des liquidités est la relance budgétaire. Les gouvernements peuvent et doivent en effet investir dans les services et les infrastructures publics pour éviter une récession prolongée. Comme l'a récemment souligné l'économiste en chef du Fonds monétaire international, les coûts du service de la dette restent faibles et les dépenses publiques ont un rendement beaucoup plus élevé en cas de crise de liquidités.

Appui généralisé à l'impôt sur la fortune

L'impôt sur la fortune est une proposition populaire en Amérique du Nord. Outre le projet de la sénatrice américaine Elizabeth Warren, les NPD fédéral et provinciaux ont proposé l'instauration d'un impôt annuel sur la fortune lors des dernières campagnes électorales. Les sondages démontrent qu'un impôt annuel sur



le patrimoine de 1 à 2 % est très populaire au Canada. Toby Sanger et Andrew Jackson ont exposé le pour et le contre de la mise en œuvre d'un tel impôt. Ils estiment que cette mesure permettrait de limiter la concentration de la richesse et du pouvoir au Canada, si elle était accompagnée d'une hausse de l'impôt sur les gains en capital et d'une intensification de la lutte aux paradis fiscaux. L'impôt sur les gains en capital imposerait de façon appropriée la richesse au fur et à mesure de son accumulation, tandis que l'impôt annuel sur la

fortune nette ciblerait la richesse extrême en supposant que ce niveau de richesse n'est possible qu'en raison d'une sous-imposition antérieure ou de lacunes dans la réglementation. L'instauration d'impôts sur la succession pour les héritiers pourrait compléter un régime fiscal global sur la fortune qui non seulement augmenterait les revenus, mais assurerait également une répartition plus équitable de la richesse et du pouvoir dans notre société.

L'Économie au travail est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleurs et à leurs représentants de l'information accessible, des analyses fouillées des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à scfp.ca/economie-au-travail. Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel à *L'Économie au travail*, allez à scfp.ca/abonnement.

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Angella MacEwen. Karin Jordan est la rédactrice en chef.

La relecture a été effectuée par Céline Carré, Valérie Ménard et Manon Lajoie. La mise en page a été réalisée par Sarah Walker.

Veuillez communiquer par courriel (amacewen@cupe.ca) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.



SCFP | Syndicat canadien
de la fonction publique



ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

Cette section bonifiée d'Orientations économiques étudie plus en détail les répercussions économiques de la COVID-19 : les faits, les prévisions et ce que ces données signifient pour nos membres.

Croissance économique : La Banque du Canada estime que l'économie canadienne reculera de 5,5 % en 2020, mais que la croissance sera de près de 4 % en 2021 et en 2022. Aux États-Unis, le plus important partenaire commercial du Canada, la reprise est beaucoup plus incertaine, car le nombre de cas de COVID-19 continue d'augmenter. Les nouvelles prometteuses concernant les vaccins à l'essai laissent présager une reprise économique complète à terme, mais la reprise dépend entièrement de la gestion de la santé publique à l'échelle mondiale.

Emplois : Même s'il existe des différences importantes entre les secteurs et les provinces et que de nombreux membres du SCFP mis à pied n'ont toujours pas repris le travail, la plupart des emplois perdus en avril au sein de l'économie canadienne ont été récupérés. Le reste du rattrapage devrait s'effectuer lentement. Le taux d'emploi au Canada est passé de 61,8 % en février à 52,1 % en avril. En octobre, cet indicateur s'était nettement redressé, atteignant 59,4 %. Il y a encore 1,8 million de travailleurs au chômage qui cherchent un emploi, et 500 000 autres qui veulent un emploi mais qui n'en cherchent pas en raison des conditions économiques. Le chômage de longue durée a augmenté de façon spectaculaire : près d'un demi-million de chômeurs sont sans travail depuis 27 semaines ou plus.

Salaires : Les effets profonds et dramatiques de cette récession affecteront les négociations. En effet, les employeurs du secteur public seront probablement réticents à offrir des augmentations salariales. Les primes temporaires versées à plusieurs travailleurs essentiels ont pris fin, même si, parmi les employeurs du secteur privé, on trouve certaines des plus grandes entreprises qui ont non seulement poursuivi leurs activités pendant la pandémie mais aussi augmenté leur rentabilité. La nécessité de recruter davantage de travailleurs dans les garderies, en éducation et en santé et le besoin de les conserver pourraient entraîner des augmentations salariales attendues depuis longtemps dans ces secteurs.

Inflation : L'inflation globale a été minime en septembre, s'établissant à 0,5 %. La Banque du Canada s'attend à ce qu'elle demeure faible pendant un certain temps, laissant une marge de manœuvre importante aux gouvernements pour augmenter leurs dépenses sans provoquer une inflation excessive.

Taux d'intérêt : La Banque du Canada prévoit maintenir son taux directeur à 0,25 % pendant une période prolongée, puisque l'inflation demeure bien en deçà de sa fourchette cible de 1 à 3 %. La banque a légèrement ralenti la cadence de son programme d'achat d'obligations du gouvernement fédéral, privilégiant l'achat d'obligations à plus long terme. L'un des objectifs de la banque au début de la pandémie était de veiller à ce que le marché secondaire des obligations du gouvernement, où les investisseurs achètent et vendent des obligations les uns aux autres, continue de fonctionner sans heurt. C'est sur le marché des obligations à court terme que ce besoin a été le plus grand. Le passage à la dette à plus long terme stimulera davantage l'économie par dollar investi, car il aura un effet plus important sur les taux d'emprunt offerts par les banques commerciales aux particuliers et aux entreprises. La Banque du Canada s'attend à ce que ce changement stimule au moins autant l'économie que les mesures prises antérieurement. Les emprunts du gouvernement demeurent abordables, le taux d'intérêt pour les obligations du gouvernement fédéral sur 30 ans étant de 2 %.